

CANADA : Catégorie 1

Le gouvernement canadien satisfait pleinement aux normes minimales visant l'élimination de la traite des personnes. Il a continué de manifester des efforts sérieux et soutenus pendant la période visée par le rapport, et c'est pourquoi il est resté dans la Catégorie 1. Il a déployé de tels efforts en engageant des poursuites judiciaires contre les trafiquants, y inclus les trafiquants de travailleurs, en accroissant le repérage d'opérations financières suspectées d'être liées à la traite des personnes, en allouant des financements pour les services aux victimes de la traite ainsi que pour appuyer une nouvelle initiative d'hébergement d'urgence des victimes, et en intensifiant ses efforts de prévention de l'exploitation par le travail et de la traite des personnes de l'exploitation par le travail et de la traite des travailleurs étrangers temporaires. Bien que le gouvernement satisfasse aux normes minimales, il a signalé avoir condamné, pour la troisième année consécutive, moins d'auteurs de la traite à des fins d'exploitation par le travail et n'a pas fourni de données complètes sur les enquêtes menées, les poursuites entamées et les condamnations prononcées par toutes les juridictions. Il n'a pas non plus communiqué de données complètes sur les victimes auxquelles avaient été fournis des services dans l'ensemble du pays ni sur les hébergements d'urgence offerts spécifiquement aux victimes de la traite des personnes. Des variations ont été relevées à l'échelon national dans la gamme, la qualité et la fourniture opportune des services offerts spécifiquement à ces victimes. Bien que le gouvernement ait entamé des consultations en vue d'élaborer un nouveau plan d'action national, il n'a pas publié de nouveau plan en 2017.

RECOMMANDATIONS À L'INTENTION DU CANADA

Publier et mettre en œuvre un nouveau plan d'action national de lutte contre la traite des personnes ; accroître le nombre de condamnations d'auteurs d'infractions à la législation réprimant la traite des personnes au moyen d'une approche axée sur les victimes ; accroître l'emploi de techniques proactives d'application des lois pour enquêter sur la traite des personnes, notamment sur le travail forcé ; accroître l'identification proactive des victimes, en particulier par des contrôles au sein des populations vulnérables ; développer les services spécialisés tenant compte des traumatismes et les hébergements mis à la disposition de toutes les victimes de la traite, en partenariat avec la société civile et au moyen d'un financement continu dédié alloué par les administrations fédérale et provinciales ; mettre en application des plans de financement et d'établissement d'un service d'assistance téléphonique national en matière de traite des personnes ; améliorer la collecte des données sur

la traite, notamment pour documenter les enquêtes menées, les poursuites engagées et les condamnations obtenues ainsi que le nombre de victimes identifiées et l'aide fournie à l'échelon national ; renforcer la formation à l'intention des fonctionnaires du gouvernement, en particulier les procureurs et les juges ; améliorer la coordination et la communication entre les acteurs fédéraux, provinciaux et territoriaux et renforcer les activités interorganisations au niveau des provinces ; élaborer et promulguer un code de conduite de l'attribution de marchés fédéraux pour tenir compte des risques de traite des personnes dans la chaîne logistique fédérale ; et mener des enquêtes et des poursuites judiciaires à l'encontre des touristes pédophiles canadiens.

POURSUITES JUDICIAIRES

Le gouvernement a maintenu ses efforts d'application des lois. Les sections 279.01 et 279.011 du Code pénal criminalisent la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle ou d'exploitation par le travail et prévoient des peines allant de quatre à 14 ans de prison pour la traite des adultes et de cinq à 14 ans de prison pour la traite des enfants. Ces peines n'étaient pas suffisamment sévères et, s'agissant de la traite à des fins sexuelles, pas à la mesure de celles prévues pour d'autres infractions graves. Contrairement à la définition de la traite des personnes appliquée en droit international, la législation canadienne ne fait pas de l'usage de la force, du dol ou de la coercition un élément essentiel de l'infraction. La section 279.02 érige également en infraction criminelle le fait de recevoir des avantages financiers ou autres en conséquence de la traite et impose une peine maximale de 10 ans de prison quand les victimes sont des adultes et une peine maximale de 14 ans de prison assortie d'une peine statutaire de deux ans de prison quand les victimes sont des mineurs. La section 279.03 érige en infraction criminelle la dissimulation ou la destruction de documents aux fins de faciliter la traite et elle impose une peine maximale de cinq ans de prison quand les victimes sont des adultes ainsi qu'une peine maximale de 10 ans de prison assortie d'une peine statutaire d'un an de prison quand les victimes sont des mineurs. La section 286.1 érige en infraction criminelle l'achat d'actes sexuels tarifés à une personne mineure de 18 ans et impose une peine maximale de 10 ans de prison.

Des responsables gouvernementaux de niveau fédéral, provincial et municipal sont habilités à enquêter sur les trafiquants, à engager des poursuites à leur encontre et à les condamner, mais le gouvernement n'a pas publié de données complètes pour chacun de ces niveaux. Le gouvernement a signalé que les responsables des forces d'application des lois sur l'immigration avaient ouvert six nouvelles enquêtes. En

2017, ces responsables de niveau fédéral, provincial et municipal ont inculpé 78 personnes dans 47 affaires de traite des personnes (dont deux à des fins d'exploitation par le travail) contre 107 personnes dans 68 affaires de traite (aucune à des fins d'exploitation par le travail) en 2016, et 112 dans 63 affaires (dont deux à des fins d'exploitation par le travail) en 2015. Les poursuites engagées au niveau fédéral, provincial et municipal à l'encontre de 295 personnes, dont 10 suspectées de traite à des fins d'exploitation par le travail, ont suivi leur cours, ces chiffres étant de 300 personnes dont 34 suspectées de traite à des fins d'exploitation par le travail en 2017. Les tribunaux fédéraux ont signalé avoir condamné cinq auteurs de traite en 2017, dont un auteur de traite à des fins d'exploitation par le travail, par rapport à 10 auteurs de traite à des fins d'exploitation sexuelle et aucun à des fins d'exploitation par le travail en 2016, et ils ont infligé des peines allant de deux à 12 ans de prison, alors que ces peines allaient de six mois à 9 ans et demi de prison en 2016. Les autorités fédérales ont continué de recueillir des données provinciales et municipales par le biais du Programme de déclaration uniforme de la criminalité, auquel toutefois toutes les juridictions n'ont pas participé. Le gouvernement fédéral n'a pas fourni de données sur les enquêtes ou les condamnations de niveau provincial ou municipal, mais il a lancé avec l'Ontario un projet pilote visant à fournir toutes les données provinciales relatives aux affaires de traite des personnes, projet susceptible de servir de modèle au niveau national. Des ONG ont signalé un déséquilibre persistant dans les efforts déployés par les pouvoirs publics contre la traite des personnes, qui accordaient plus d'attention à la traite à des fins d'exploitation sexuelle et comprenaient mieux ce phénomène que celui du travail forcé. Des experts d'ONG et d'autres entités non gouvernementales ont indiqué qu'au sein de la police et du ministère public, la maîtrise du phénomène de la traite des personnes était inégale, ce qui a porté certains fonctionnaires à classer les affaires de traite comme d'autres infractions ou à lancer des poursuites au civil et non au pénal. Les forces de police fédérales ont coordonné leur sixième « opération Northern Spotlight », initiative visant à repérer les victimes de la traite à des fins sexuelles, à mener des enquêtes et à poursuivre les trafiquants, qui s'est soldée par 21 inculpations de suspects en 2017. Le gouvernement fédéral a continué ses travaux d'identification et de signalement d'opérations financières soupçonnées d'être liées au blanchiment du produit de la traite des personnes, ce qui a abouti en 2017 à 196 divulgations d'informations financières sur l'ensemble du territoire canadien contre 102 en 2016. Les autorités fédérales et provinciales ont dispensé des séances de formation à l'intention de responsables des forces de l'ordre, de

l'immigration et des questions de travail et elles ont continué d'assurer les cours de formation en ligne destinés aux travailleurs sociaux, aux services de protection de l'enfance secourant les victimes et aux employés des refuges. Toutefois, certains agents des forces de l'ordre ont signalé que les responsables de l'immigration n'avaient pas tous bénéficié d'une formation à la lutte contre la traite. La Gendarmerie royale du Canada (GRC), organe fédéral, a inscrit la traite des personnes au programme de formation de l'académie nationale pour toutes les nouvelles recrues, formé 147 agents de police dans le cadre d'un cours avancé sur la traite des personnes à l'intention des enquêteurs et maintenu une cellule nationale de répression de la traite des personnes au Québec. Les pouvoirs publics n'ont pas signalé d'enquêtes, de poursuites ou de condamnations de fonctionnaires pour complicité dans des infractions liées à la traite des personnes.

PROTECTION

Le gouvernement a maintenu ses efforts de protection. La police a identifié 60 nouvelles victimes dans le cadre d'affaires spécifiques à la traite en 2017, contre 77 en 2016 et 99 en 2015. Parmi les 60 nouvelles victimes identifiées, 57 étaient de sexe féminin et trois de sexe masculin ; 31 étaient des adultes et 29 des mineurs ; 57 étaient victimes de la traite à des fins sexuelles et trois de la traite à des fins de travail forcé. Les autorités ont signalé en totalité 416 victimes de la traite en rapport avec des affaires en instance et portées devant les tribunaux dans le cadre desquelles les chefs d'accusation émis en 2017 étaient précisément la traite des personnes, ce chiffre étant de 367 victimes en 2016. Les forces de la police, des services de l'immigration et du ministère public ont appliqué les directives d'identification des victimes de la traite adaptées à leurs rôles respectifs pour repérer ces dernières au moyen des indicateurs établis et les responsables fédéraux ainsi que provinciaux ont fait équipe avec des ONG pour dispenser des formations aux populations vulnérables et mener des activités de diffusion auprès de celles-ci. Au niveau provincial, le gouvernement de la Colombie-Britannique a identifié 132 victimes potentielles par le biais d'appels reçus sur sa ligne téléphonique d'urgence. La société civile a signalé que les autorités provinciales et territoriales avaient besoin de ressources et de personnels supplémentaires pour pouvoir repérer proactivement les victimes de la traite au sein des groupes vulnérables et surveiller efficacement les conditions de travail des travailleurs étrangers temporaires.

Le gouvernement fédéral a émis des rapports sur l'aide qu'il apporte aux victimes de la traite au moyen de son dispositif d'assistance aux victimes d'actes criminels,

qui dépendait du financement fourni par le ministère de la Justice du Canada aux autorités provinciales et territoriales. Par le biais de ce dispositif, le gouvernement fédéral a alloué des financements à plusieurs ONG pour que celles-ci fournissent des services aux victimes de la traite, lesquelles ONG sont venues en aide à au moins 409 de ces victimes en 2017. Le gouvernement a procuré un accès aux services en fonction de la juridiction où résidait la victime du crime, chaque province ou territoire employant un modèle de prestation de services assuré par la police, rattaché aux tribunaux ou fondé sur le système. Parmi les services fournis, l'on comptait une aide financière d'urgence, des repas, des services d'hébergement, des soins de santé et des services juridiques. Bénéficiant du soutien des autorités provinciales et fédérales, des ONG ont également fourni des services spécifiques, tout comme les centres d'aide aux victimes d'actes criminels implantés dans les provinces, lorsque ces services étaient disponibles. En général, les services comprenaient l'hébergement, des services juridiques et d'immigration, des soins médicaux, des consultations psychologiques et d'urgence, un soutien du revenu et des services d'interprétation. Les prestataires de services administraient 629 foyers d'hébergement pour les femmes victimes de violences dans l'ensemble du pays, seuls trois foyers offraient de lits spécifiquement aux victimes de la traite. Les prestataires de services se sont déclarés préoccupés par le manque de locaux d'hébergement, étant donné que seuls 24 lits étaient réservés expressément aux victimes de la traite, ce qui obligeait à en transférer certaines dans d'autres provinces et imposait un fardeau aux prestataires de services. Des experts ont signalé que certains refuges pour les victimes de violence familiale n'acceptaient pas d'héberger de victimes de la traite en raison de la complexité de leurs besoins et par crainte de leurs trafiquants. Les autorités n'avaient pas de refuges réservés aux victimes de la traite de sexe masculin. En 2017, le gouvernement fédéral a annoncé le lancement d'une nouvelle initiative financée à hauteur de 8,4 millions de dollars canadiens (6,7 millions de dollars des États-Unis) en faveur d'au moins trois provinces pour la construction d'installations d'hébergement d'urgence pour répondre aux besoins particuliers des victimes de la traite, dont une initiative dans l'Ontario visant à fournir entre autres des services d'hébergement d'urgence et de transition. De même que les années antérieures, en 2017, le ministère de la Justice a attribué 500 000 dollars canadiens (398 400 dollars des États-Unis) à 14 projets, répartis dans tout le pays, offrant des services aux femmes victimes de la traite sexuelle. Il a financé des centres de plaidoyer en faveur des enfants, administrés par des autorités provinciales ou municipales ou des ONG, dont certains dispensaient des services visant tout particulièrement les victimes de la traite. Aux

termes de la Charte canadienne des droits des victimes, une victime est en droit de demander des informations concernant la condamnation du contrevenant et elle a la possibilité de soumettre aux décideurs des informations pouvant être prises en considération et susceptibles de leur apporter protection et réparation. Les autorités n'ont pas communiqué d'informations indiquant si des victimes de la traite avaient exercé ces droits et n'ont pas fait état de victimes ayant demandé ou obtenu des réparations en 2017, et ce pour la deuxième année de suite.

Au moins quatre des 10 gouvernements provinciaux ont alloué des fonds à l'aide aux victimes : l'Alberta a financé une coalition chargée de coordonner l'aide et la fourniture de services ; la Colombie-Britannique a financé une entité gouvernementale chargée d'orienter les victimes de la traite et de leur fournir des services, laquelle est venue en aide à au moins 30 victimes de la traite ; le Manitoba a financé une équipe d'intervention mixte gouvernementale et non gouvernementale ; et l'Ontario a financé une entité gouvernementale chargée d'orienter les victimes de la traite et de leur fournir des services, laquelle est venue en aide à environ 500 victimes de la traite . La gamme, la qualité et la prestation opportune des services étaient variables en dépit du fait que la plupart des provinces étaient en mesure d'offrir aux victimes de la traite un accès aux services d'hébergement mis en place à l'intention des victimes de violence ou des sans domicile fixe, des services de conseil psychosocial à court terme, une aide juridique et d'autres services. En 2017, le Manitoba a alloué au moins 10,3 millions de dollars canadiens (8,2 millions de dollars des États-Unis) à des initiatives visant à identifier et à aider les victimes d'exploitation sexuelle, y inclus de la traite sexuelle, et les personnes à risque de le devenir. Également en 2017, l'Ontario a alloué 19,3 millions de dollars canadiens (15,4 millions de dollars des États-Unis) pour améliorer l'accès des survivant(e)s aux services tels que les services d'hébergement, de santé mentale et de conseil psychosocial traumatologique. Le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels du Québec n'accordait pas de dédommagements ni de financements ni de services aux prostituées, même si celles-ci s'avéraient être des victimes de la traite sexuelle.

Les victimes étrangères de la traite pouvaient déposer une demande de permis de séjour temporaire (PST) afin de rester au Canada, ce qui les autorisait à bénéficier de soins de santé et à recevoir un permis de travail. Le gouvernement a permis aux victimes étrangères d'accéder au régime de soins de santé par l'intermédiaire du Programme fédéral de santé intérimaire ou des régimes provinciaux ou territoriaux d'assurance-maladie. Les ONG ont signalé que l'octroi des PST était assorti de

longues périodes d'attente si les victimes ne coopéraient pas avec les forces de l'ordre. Elles ont également mentionné le besoin de fournir davantage de services tenant compte des traumatismes subis par les victimes, qui en vivaient parfois de nouveaux dans le système de soins de santé. En 2017, les autorités ont octroyé des PST à 29 victimes étrangères de la traite et à trois personnes à charge de telles victimes, n'ayant rejeté que deux demandes, contre 67 PST en 2016. Seize permis ont été accordés à des personnes qui en recevaient pour la première fois et 16 à des personnes qui en avaient déjà bénéficié précédemment. Le gouvernement a accordé aux victimes étrangères de la traite la possibilité d'obtenir un PST de courte durée, soit de 180 jours, ou de longue durée, soit de trois ans. Les détentrices de PST pouvaient demander un permis de travail gratuit, mais le gouvernement n'a pas précisé combien de victimes étrangères de la traite avaient bénéficié de tels permis en 2017. Certains fonctionnaires gouvernementaux et des ONG ont signalé s'être heurtés à des difficultés et à des retards dans la délivrance de PST aux victimes étrangères, en dépit du fait que celles-ci n'étaient pas tenues de coopérer avec les forces d'application de la loi pour obtenir un PST. Tandis qu'elles attendaient de les recevoir, les victimes n'avaient pas le droit de bénéficier des services publics mais pouvaient toutefois recevoir une aide des ONG. Il n'a pas été signalé que les autorités auraient pénalisé des victimes identifiées pour la commission d'actes criminels résultant directement de leur situation de victime de la traite des personnes. La législation canadienne accorde aux victimes de larges mesures de protection en matière de témoignage de manière à les encourager à participer aux enquêtes et aux poursuites judiciaires, notamment la possibilité de dépositions par enregistrement ou liaison vidéo, le droit d'être accompagnée par une personne de confiance durant leur déposition, l'interdiction de publier les noms des témoins et la tenue des procès à huis clos.

PRÉVENTION

Le gouvernement a redoublé d'efforts en matière de prévention. Le ministère de la Sécurité publique a dirigé un groupe de travail fédéral rassemblant plusieurs organismes, a réexaminé sa stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes par le biais de consultations avec les parties prenantes et a publié son rapport annuel sur la mise en œuvre du plan national. Il a également organisé en 2017 deux téléconférences nationales pour permettre aux gouvernements provinciaux et régionaux et aux parties prenantes de partager des informations, les tendances et les pratiques optimales ayant trait au travail forcé et aux services pour les victimes. Il a annoncé des plans prévoyant l'allocation de 14,5 millions de

dollars canadiens (11,6 millions de dollars des États-Unis) sur cinq ans, devant être appliqués à partir de 2018-2019, pour établir une ligne de téléassistance nationale devant être administrée par une ONG. Il a financé et promu des campagnes de sensibilisation, notamment sur le trafic de main-d'œuvre et la fraude dans le recrutement de main-d'œuvre étrangère, en partenariat avec la société civile, ciblant les populations autochtones, les jeunes, les forces de l'ordre et le grand public. Le Centre national de coordination contre la traite de personnes de la GRC et trois coordonnateurs régionaux de la GRC pour la sensibilisation à la traite des personnes dans les provinces de la Colombie-Britannique, du Québec et de la Nouvelle-Écosse ont fait office de points de contact contre la traite des personnes pour les forces de l'ordre du pays tout entier et ont participé à des réunions d'échanges sur les stratégies adoptées au niveau local, les pratiques optimales et les cas exemplaires. Le Bureau provincial de lutte contre la traite des personnes de la Colombie-Britannique a continué de dispenser des formations et de mener des activités de prévention et de sensibilisation. Le gouvernement de l'Ontario a continué d'appliquer sa stratégie provinciale exhaustive de lutte contre la traite axée sur les rescapés. La province a alloué à cette lutte 72 millions de dollars canadiens (57,4 millions de dollars des États-Unis) sur une période de quatre ans et, en 2017, a annoncé l'octroi de 7 millions de dollars canadiens (5,6 millions de dollars des États-Unis) de nouveaux financements en faveur de 44 prestataires de services, dont 1,4 million de dollars canadiens (1,2 million de dollars des États-Unis) sont réservés à une aide au logement des victimes, laquelle constitue un besoin important en Ontario. Des ONG ont souligné la nécessité d'une meilleure coordination au sein des autorités fédérales, provinciales et territoriales en matière d'application de la loi de lutte contre la traite des personnes.

Le gouvernement a renforcé le Programme des travailleurs étrangers temporaires en allouant 199,6 millions de dollars canadiens (159 millions de dollars des États-Unis) sur cinq ans pour l'application de la loi et la prévention de l'exploitation et du trafic de main-d'œuvre parmi ces travailleurs. En 2017, le gouvernement a accru le nombre d'inspections sur les lieux de travail et a reçu 900 indications relatives à des comportements souvent associés à l'exploitation de main-d'œuvre et à d'éventuels cas de travail forcé par le biais de son dispositif de signalement en ligne et de sa ligne téléphonique d'urgence, 176 d'entre elles ayant fait l'objet d'une enquête subséquente. Le gouvernement fédéral a tenu sept consultations avec des gouvernements provinciaux ou territoriaux, des employeurs, des associations patronales, des syndicats de travailleurs et des prestataires de services

juridiques pour recueillir des retours d'information sur le programme et il a commencé à actualiser ses matériels de communication sur les droits des travailleurs et les obligations des employeurs. Le gouvernement a alloué des fonds pour des ateliers de sensibilisation à l'intention de travailleurs étrangers ainsi que pour un outil de signalement en ligne. Selon des personnels d'ONG, le Programme des travailleurs étrangers temporaires du Canada continue d'être un vecteur de la traite des personnes. Le gouvernement a mené des activités de sensibilisation à l'intention des employés de maison travaillant chez des diplomates étrangers afin de prévenir et d'identifier les cas de traite, mais elles n'ont pas indiqué si ces efforts avaient débouché sur de nouvelles affaires de traite. Les autorités ont continué de distribuer un ouvrage avertissant les Canadiens voyageant à l'étranger des sanctions prévues par le droit canadien contre le tourisme pédophile. Pour la deuxième année de suite, en 2017, le gouvernement n'a pas signalé d'enquêtes, de poursuites ou de condamnation en rapport avec le tourisme pédophile. Il a alloué plus de 18 millions de dollars canadiens (14,3 millions de dollars des États-Unis) pour appuyer des initiatives de lutte contre la traite dans plus d'une dizaine de pays du monde. Le Canada a participé à la quatrième réunion annuelle du groupe de travail trilatéral sur la traite des personnes avec les États-Unis et le Mexique et a partagé des pratiques optimales dans le domaine de la surveillance des opérations financières susceptibles d'être liées à la traite. Il a réalisé des efforts pour réduire la demande d'actes sexuels tarifés et de travail forcé au moyen d'activités de sensibilisation, de formation et de recherche. Le gouvernement a mené des recherches et a commencé à élaborer un nouveau code de conduite pour les marchés publics afin de faire face aux risques de traite des personnes dans la chaîne logistique fédérale. Il a fourni des informations sur la lutte contre la traite des personnes aux forces armées canadiennes avant leur déploiement dans le cadre de missions internationales de maintien de la paix.

CARACTÉRISTIQUES DE LA TRAITE DES PERSONNES

Comme il l'a été noté au cours des cinq dernières années, le Canada est un pays d'origine, de transit et de destination pour les hommes, les femmes et les enfants victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle, et un pays de destination pour les hommes et les femmes victimes du travail forcé. Les groupes particulièrement vulnérables sont les femmes et les enfants des communautés autochtones, les migrants, les jeunes LGBTI, les jeunes à risque, les jeunes fugueurs et les jeunes confiés au système de protection de l'enfance. Des femmes d'origine étrangère, en provenance principalement de pays d'Asie et d'Europe de

l'Est, sont victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle au Canada du fait de trafiquants ayant des liens avec le crime transnational organisé. Parmi les victimes du trafic de main-d'œuvre figurent des travailleurs étrangers d'Europe de l'Est, d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique qui entrent au Canada légalement mais y deviennent ensuite victimes du travail forcé dans divers secteurs, dont l'agriculture, le bâtiment, les usines de transformation alimentaire, la restauration, l'hôtellerie ou en tant qu'employés de maison, notamment chez des diplomates. Le Canada est un pays d'origine pour les touristes qui se rendent à l'étranger afin de s'adonner à des rapports sexuels avec des enfants. Des ressortissants canadiens victimes de la traite des personnes ont fait l'objet de pratiques d'exploitation aux États-Unis.